



Extrait du Syndicat National des Affaires Culturelles

<http://snac.fsu.fr/Resister-au-glissement-generalise.html>

Résister au glissement généralisé vers l'extrême droite...

- Vigilance face à l'extrême-droite -

Date de mise en ligne : vendredi 23 octobre 2015

Copyright © Syndicat National des Affaires Culturelles - Tous droits réservés

Motion du congrès de Moëlan (5-9 octobre 2015)

Le SNAC, syndicat de la FSU, représente les personnels, les métiers, les missions qui oeuvrent pour un service public de la culture.

De par son champ d'intervention, il se préoccupe en premier lieu de la culture portée par les pouvoirs publics, ministère et collectivités territoriales, dont il veut assurer l'assise, l'égalité et la diversité.

Il combat non pour une culture administrée par le haut, basée sur des coups médiatiques, dépendante des fluctuations politiques et des budgets affectés, mais pour le développement d'une culture pour tous, porteuse de formation personnelle, de compréhension du monde, d'accès à la citoyenneté, conditions incontournables d'une société libre et juste où vivre ensemble va de soi.

Il ne peut qu'être très préoccupé par la situation actuelle, délétère à plus d'un titre.

Les dérives gestionnaires et néolibérales affaiblissent le champ culturel et font le lit d'une droitisation des esprits

La culture publique devient un critère de développement économique et se décide au vu des profits escomptés. En miroir, ce sont les arguments budgétaires qui entraînent les suppressions et les renoncements, sans aucune prise en compte du coût social qui en découle.

Les oeuvres ne sont plus évaluées que par leur cote ou leur rendement.

Grands équipements et événements sont réduits, voire supprimés par les collectivités appauvries par la crise et la décentralisation. Ceux qui survivent sont confiés à des énarques gestionnaires qui ne connaissent rien à la matière même de ce qu'ils sont censés représenter et défendre.

Les objets communs d'un patrimoine collectif sont peu à peu retirés de l'appropriation de tous : les musées et expositions, à peu d'exceptions près, sont de plus en plus chers et favorisent l'événementiel et la communication plus que le travail de fond pour les publics.

L'archéologie préventive a été mise dans le champ de la concurrence, et le système se délite à grande vitesse. La fouille est confiée aux aménageurs et la propriété du mobilier trouvé est remise en cause.

Les monuments historiques sont désormais gérés, tant par l'Etat que par les collectivités, plus dans le cadre d'une économie du tourisme que comme des lieux de mémoire commune.

L'exception culturelle tant vantée par le gouvernement concerne essentiellement la production cinématographique.

Le développement exponentiel d'internet sans contreparties des FAI toutes puissantes et bénéficiaires majeures des flux, ne permet pas de rémunérer la plupart des auteurs (musique, livre, photos, video...).

La disparition de nombreux lieux de rencontre et d'apprentissage culturel renforce l'inégalité sociale et territoriale.

Le manque de projet et de courage des politiques sur ces sujets laisse la place à une cacophonie généralisée, où la consommation, la concurrence, la communication, tant des structures que des personnes, régissent désormais la proposition culturelle, comme l'a montré, sous Nicolas Sarkozy, la proclamation de la culture pour chacun à la place de la culture pour tous.

Certes, la culture n'est pas seule à être prise dans ce mouvement, et ne peut être dissociée des problèmes de l'école, de l'université, de la recherche, de la justice... mais ce domaine sensible donne souvent des indications prémonitoires de ce qui se met en place dans l'ensemble de la société.

L'extrême droite et la culture

L'accès à la culture est plus élitiste que jamais, et le malheur et le mal être vont désormais s'exprimer le plus souvent sous forme de nostalgie, de revendication identitaire et d'exclusion de l'autre. Le développement, la dé-diabolisation, la multiplication, l'auto-légitimation du discours d'extrême droite et sa reprise de plus en plus sensible par les médias et les partis, montre bien à quel point la situation est préoccupante.

Le Front National en fait son miel et se positionne désormais ouvertement comme un parti de pouvoir, en masquant sa nature fondamentale. Les termes de République, Démocratie, Laïcité sont utilisés comme des leurres et ne servent qu'à masquer les revendications d'autoritarisme, de populisme et d'islamophobie. Le plus insupportable est qu'ils sont souvent repris ainsi dans les médias, les discours politiques, les propos des particuliers... Et les vanes sont ouvertes à toute la facho-sphère qui en arrière porte ostensiblement les idéologies et les nostalgies les plus dangereuses.

C'est dans ce contexte que le Front cherche à gagner la sphère culturelle avec le CLIC (Collectif Création, Culture et Libertés) créé au sein du rassemblement Bleu Marine en juin 2015 pour séduire ce secteur qui lui est très majoritairement hostile.

Le manifeste fondateur montre un double langage révélateur : langage de séduction, pour gagner les acteurs et les publics culturels et réaffirmation des valeurs identitaires propres à conforter son électorat traditionnel.

Selon le FN, la Civilisation française, fragilisée par le multiculturalisme et la mondialisation, bafouée par les "clercs du monde politico-culturel", est en danger. Elle doit être protégée. Ce terme est omniprésent dans le texte du CLIC qui ne défend réellement que deux idées fortes : libérer et protéger.

- ▶ libérer l'expression et la création des carcans et des contraintes politico-administratives,
- ▶ protéger l'histoire française, le patrimoine français et la langue française.

La mise en oeuvre d'une telle politique est connue. Elle passe par l'exclusion et la suspicion, l'interdiction et la défiance, la promotion de vieilles idées rances et la perte de sens.

Notre position

Le SNAC a décidé de se mobiliser sur la question, pour identifier les points cruciaux, signaler les dérives racistes, anti-démocratiques, révisionnistes... qui remettent quotidiennement en cause les valeurs qui sont les siennes et les domaines de compétence des agents qu'il représente.

La politique culturelle que nous voulons, c'est celle qui donne des outils pour vivre ensemble et permet l'émancipation. Vivre ensemble, cela sous entend la liberté et la reconnaissance des différences dans l'égalité et la solidarité.

Les outils sont ceux qui permettent de comprendre ce qui est en train de se passer, de rappeler l'histoire du XXe siècle pour interdire toute nostalgie, de dénoncer l'instrumentalisation de la culture comme repli identitaire et la revendiquer comme condition du lien et du respect.

La matière est vaste et l'urgence est grande. Nous avons bien conscience de l'extrême complexité des choses et de la grande difficulté de cette entreprise : les limites de l'exercice sont fluctuantes, les termes sont biaisés, les ressentis divers, la documentation exponentielle est en constant renouvellement sur internet.

Notre propos sera d'intervenir prioritairement dans les champs qui nous sont propres : celui de la culture en général et plus particulièrement de la « culture administrée » ; celui de la lutte syndicale, défense des missions, des métiers, des personnels. Sans bien sûr abandonner la réflexion plus générale sur les valeurs qui fondent le monde où nous voulons vivre.